

Ogooué-Maritime/Département d'Etimboué/Omboué/Gouvernance locale

Mettre l'accent sur le développement local



Photo : Julie Nguimbi

Le maire de la commune d'Omboue recevant le chèque des mains du représentant résident du Pnud au Gabon, Marie-Evelyne Pétrus-Barry.



Photo : Julie Nguimbi

Aperçu de l'école maternelle en finition.



Photo : Julie Nguimbi

L'unité de conservation du poisson d'Ijumbo, une œuvre d'Art Gold.

RAD

Port-Gentil/Gabon

LES délégations du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) et du programme Art Gold Gabon viennent de séjourner à Omboue, dans le département d'Etimboué. La mission conduite par le représentant-résident du Pnud au Gabon, Marie-Evelyne Petrus Barry, et le directeur national du Programme Art Gold, Jean Evariste Ngouas, sous la coordination de Jean-Delors Biyogue Bi Ntougou, coordonnateur de la Zone Ogooué-Maritime des activités du Pnud, avait pour

but, d'une part, de financer la deuxième phase des projets en cours d'exécution dans ces deux localités. Ce programme d'appui aux réseaux territoriaux de gouvernance locale pour le développement prend en compte la réhabilitation de la maternelle municipale d'Omboue, la construction et l'équipement d'une unité de conservation des produits halieutiques dans le village Ijumbo, au canton Ngowe. Et d'autre part, de se rendre compte du travail effectué sur le terrain.

Lors des séances de travail regroupant le maire de la commune d'Omboue, Joseph Aregagano, le 2e vice-président du Conseil départemental d'Etim-



Photo : Julie Nguimbi

Les autorités du département d'Etimboué brandissant le chèque des travaux de l'unité de conservation du poisson.

boue, Eugène Binet, et le préfet de la localité, Raphaël Obali, Marie-Evelyne Petrus a indiqué que l'heure était à « une nou-

velle phase du développement du Gabon, qui doit mettre un accent sur le développement local. Ce qui nécessite une implication

désintéressée des autorités locales ».

Elle a, ensuite, rappelé le rôle du Pnud dans ce processus qui consiste à appuyer, apporter des conseils et aider les localités quant à l'application des plans de développement locaux. Elle a appelé les experts du Pnud, qui accompagnent les collectivités locales, à les aider à mettre en place des stratégies visant à sortir de la logique du développement éphémère au développement durable.

Les séances de travail ont laissé place à des cérémonies de remise de chèques de la deuxième tranche des deux projets en cours d'exécution. Le conseil municipal d'Omboué a ainsi

reçu une enveloppe de 6 019 800 FCFA, tandis que la deuxième tranche du projet du Conseil départemental d'Etimboué s'élevait à 13 879 200 FCFA. Les deux présidents des deux Institutions, tout comme la population présente à ces moments inoubliables, n'ont pas caché leur joie et leur émotion.

À en croire le coordonnateur de la Zone Ogooué-Maritime, les deux partenaires engagés ne comptent pas en rester là. Jean Delors Biyogue Bi Ntougou a, d'ailleurs, annoncé toute une série d'activités qui devraient s'enchaîner sur toute la province, une fois que les fonds alloués par l'Etat seront disponibles.

Woleu-Ntem/Département du Ntem/ Bitam/ Projets des fêtes tournantes

Que des chantiers inachevés !



Photo : SSB

Le lycée de l'Excellence aujourd'hui envahi par les hautes herbes...



Photo : SSB

... le centre sportif...



Photo : SSB

... tout comme le Centre hospitalier...

SSB

Bitam/Gabon

À l'image de plusieurs localités du pays, Bitam, chef-lieu du département du Ntem, compte également de nombreux projets inachevés, lancés lors de l'édition des fêtes tournantes qu'avait abritées la province du Woleu-Ntem.

Le chantier de construction de la préfecture du Ntem n'a jamais été livré, tout comme ceux du centre médical de Biflossi, de l'aéroport, la salle polyvalente, le centre sportif de Mimbang. Une situation déplorable, aux yeux de nombreux Bitamois.

À Meyo-Kyé et Bikondom, localités situées dans le département du Ntem, le spectacle n'est guère plus reluisant. Dans la première bourgade, les travaux d'électrification qui avaient été confiés à l'entreprise Enaragua, ne sont jamais allés à leur terme. Les poteaux sans câbles constituent les seules traces de passage de cette société.

Dans la deuxième localité, l'entreprise Seteg a bel et bien mené à terme le chantier d'électrification. Mais, chose étonnante, à ce jour, aucun lampadaire n'est fonctionnel. C'est dire que les populations du département du Ntem veulent savoir à quoi a servi l'ar-



Photo : SSB

... et la salle polyvalente, située à Mengomo-Ayat.

gent du contribuable. D'autant que des colossales

sommes d'argent avaient été dégagées pour la maté-

rialisation de tous ces projets.

Faute d'informations précises, la cité bruit des rumeurs les plus folles. Il se susurre que les hommes politiques de la contrée se seraient partagés la manne financière. Un détournement de l'argent public qui, selon eux, mériterait d'être réprimé, conformément aux textes en vigueur. D'autant que, selon eux, les auteurs de ces malversations sont connus.

Dans tous les cas, ils en appellent au chef de l'Etat, afin que toute la lumière soit faite sur la destination des deniers publics et espèrent, comme c'est déjà la cas à Libreville (lire l'Union du 11 août 2015) qu'ils seront, eux-aussi, entendus par la Police judiciaire.